



50
ANS

Au service des peuples et des nations.

Réunion ministérielle pour le 50^e anniversaire du PNUD

Salle de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 24 février 2016, 11 h 15 – 13 h 00

PRÉSENTATION DE LA SESSION

IV. SESSION THEMATIQUE DE GROUPE

Prévenir le risque de conflit violent et bâtir des sociétés pacifiques

Introduction

Le nombre de personnes touchées par des crises dans le monde a quasiment doublé au cours de la dernière décennie. Plus de 90 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté se trouvent dans des pays fragiles sur le plan politique et/ou dont l'environnement est vulnérable. Les conflits violents durent de plus en plus longtemps et se caractérisent par une grande complexité, tant en ce qui concerne les acteurs nationaux et internationaux qu'ils impliquent, les répercussions qu'ils entraînent au-delà des frontières nationales et les effets d'attraction et de répulsion qu'ils produisent. En 2014, on dénombrait plus de 400 conflits de nature politique ; et 30 pays subissent aujourd'hui les conséquences de l'extrémisme violent.

Conséquence de la montée des conflits, des pressions environnementales et de la dégradation de la situation sociale, plus de 60 millions de personnes se trouvent aujourd'hui déplacées de force. Quelque 80 % des crises humanitaires sont aujourd'hui de longue durée, obligeant les Nations Unies à intensifier leur appel à l'aide humanitaire (20,1 milliards de dollars pour 2016), afin de financer des interventions dans 37 pays.

Même si elle est nécessaire au lendemain d'un conflit, l'aide humanitaire ne saurait remplacer un investissement à plus long terme dans le relèvement et le développement. Il faut redoubler d'efforts pour atténuer ces conflits et mieux remédier à leurs causes profondes. C'est pourquoi le Secrétaire général et les États membres des Nations Unies ont appelé à « prévenir » la violence et les conflits, et à rendre plus globaux et plus prévisibles les investissements visant à « maintenir la paix ». L'un des objectifs de l'Agenda 2030 est de promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives. Il demande aux pays d'accorder une grande attention à la primauté du droit, à la lutte contre la violence, contre

l'insécurité et contre la corruption, à encourager la participation à la prise de décisions et à créer des institutions efficaces, responsables et inclusives.

Objectif

Le débat de panel aura deux objectifs. Premièrement, il cherchera à déterminer les meilleures solutions pour faire face aux conflits prolongés et aux transitions difficiles qui enferment les pays et les régions dans un cycle de troubles politiques et de conflits violents. Le panel déterminera si, et dans l'affirmative pourquoi, l'investissement dans le développement inclusif, la gouvernance démocratique, la prévention des conflits, la primauté du droit et les droits de l'homme constitue le meilleur moyen de maintenir la paix.

Deuxièmement, dans les pays fragiles et touchés par un conflit, le financement de l'aide au développement n'est pas toujours suffisant. Le débat de panel s'emploiera également à trouver le meilleur moyen de combler le fossé entre l'aide humanitaire, la paix et la sécurité et le développement, de manière à ce que les investissements dans la prévention des conflits et le maintien de la paix occupent une place plus centrale dans le nouvel agenda des Nations Unies. Cet agenda vise à instaurer une paix durable en contribuant à la réalisation de l'ODD 16, qui vise à créer des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Questions destinées à guider la discussion

- Il ne peut y avoir de développement en l'absence de paix, et il ne peut y avoir de paix en l'absence de développement. C'est pourquoi les ODD comportent un objectif universel qui s'applique à tous les pays, l'objectif 16, qui vise à promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives. La dichotomie traditionnelle entre pays en conflit et pays stables est-elle devenue obsolète ? Quelle est donc la meilleure façon d'organiser l'aide internationale pour prévenir les conflits et maintenir la paix ? Les dispositifs actuellement en place aux échelons national, régional et international en faveur du développement et du maintien de la paix sont-ils adaptés ?
- La montée de l'extrémisme violent remet en cause la façon dont nous abordons le développement. Comment l'aide au développement peut-elle s'attaquer aux causes profondes de cet extrémisme dans les régions ou les pays touchés par une crise ? Les outils existants permettent-ils encore d'éviter les conflits et de maintenir la paix dans le monde ?
- L'étude mondiale sur la mise en œuvre de la Résolution 1325 a montré qu'il fallait poursuivre les efforts visant à faire participer les femmes aux activités de prévention des conflits et de maintien de la paix, et à renforcer leurs capacités. En effet, à ce jour, les femmes sont peu présentes dans les négociations sur les accords de paix et dans les débats sur la prévention de l'extrémisme violent. Comment leur donner une plus grande place dans ces deux domaines ?
- Nombreux sont ceux qui expliquent la montée des conflits et de l'extrémisme violent par le nombre croissant, dans de nombreux pays, de jeunes chômeurs déçus. Le Conseil de sécurité vient d'adopter la Résolution 2250 sur les jeunes, la paix et la sécurité. Quels investissements doit-on réaliser dans le développement pour que les jeunes aient davantage d'opportunités de contribuer à la lutte contre les conflits violents et à la construction de sociétés pacifiques ?

Lorsqu'ils débattront de ces questions, les participants prêteront particulièrement attention aux partenaires stratégiques, autres que les pouvoirs publics, avec lesquels le PNUD et, plus généralement, les Nations Unies devront interagir et collaborer pour prévenir les conflits violents et bâtir des sociétés pacifiques.

Résultat attendu

À l'issue de cette session, les participants comprendront mieux pourquoi les décideurs politiques pensent que le développement et les acteurs du développement peuvent remédier au problème des conflits prolongés et des transitions difficiles, et placer les pays sur la voie d'une paix durable. Le débat permettra aussi de déterminer si le clivage actuel entre l'aide humanitaire, la paix et la sécurité, d'une part, et le développement, d'autre part, peut permettre de trouver des solutions durables à nombre des problèmes qui se posent actuellement dans un contexte de conflit prolongé ou de transition sociétale contestée et violente.

Format

Le format des discussions dans le cadre de cette session est de type Davos : un modérateur présente brièvement les objectifs et pose des questions à chaque panéliste, avant d'inviter l'auditoire à intervenir.